

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/59/Add.3

18 août 1999

(99-3470)

**Groupe de travail de l'accession  
de l'Ukraine**

Original: anglais

## **ACCESSION DE L'UKRAINE**

### Questions et réponses additionnelles

#### Addendum

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat les renseignements additionnels suivants en réponse aux questions n° 53 et 55 du document WT/ACC/UKR/59/Add.2.

---

### **Réglementation concernant la définition du coût des travaux de certification de marchandises et de services**

#### **1. Dispositions générales**

1.1 Tous les travaux réalisés pour la certification, à l'exception de ceux qui relèvent du budget de l'État en application de la législation en vigueur, sont financés par les entreprises, organisations ou particuliers qui ont demandé leur exécution, sur la base de la quantité de travail nécessaire et quelle que soit la décision prise en fonction de leurs résultats.

1.2 Le coût des travaux requis pour le processus de certification ne doit pas dépasser 20 pour cent de celui du produit.

1.3 Les travaux de certification réalisés pour des clients étrangers sont rémunérés conformément à la législation en vigueur.

#### **2. Calcul du coût des travaux de certification**

2.1 Le coût des tâches à effectuer est calculé par l'organisme de certification sur la base de la quantité de travail nécessaire (par personne et par jour).

2.2 La composition du coût et la méthode de calcul du coût primaire d'une journée normale de travail de l'organisme de certification sont définies par les Règlements sur la planification, la comptabilité et le calcul du coût primaire des produits (travaux, services) dans le secteur, approuvés par la Résolution n° 473 du Conseil des Ministres de l'Ukraine, en date du 26 avril 1996.

2.3 Le calcul des coûts directs et indirects de la certification fait appel à la méthode suivante:

2.3.1 Les coûts directs comprennent:

- traitements et salaires (revenus principaux et complémentaires);
- contributions aux prestations sociales (assurance sociale, assurance retraite, etc.);
- amortissement des immobilisations concernant l'exécution des travaux de certification;
- achat de matériaux, combustible, gaz, électricité, outils, appareils, vêtements et chaussures spéciaux, alimentation spéciale dans les cas définis par la législation;
- entretien, réparations, vérifications et maintenance des immobilisations concernant l'exécution des travaux de certification;
- redevances pour services de communication et de sécurité;
- autres dépenses afférentes à l'exécution des travaux de certification (rapports et enregistrement des documents de certification; redevances d'accès à l'Internet; frais de crédit-bail, etc.)

2.3.2 Les coûts indirects comprennent les frais professionnels de l'organisme de certification répartis au prorata des traitements des employés chargés de la certification. Ils sont calculés sur la base des données comptables de l'exercice précédent.

2.3.3 Les frais des voyages d'affaires, le coût de l'acquisition de services auprès de parties tierces, les frais de transport sont directement comptabilisés dans le coût total des travaux effectivement exécutés si cela est prévu dans les conditions énoncées dans l'Accord sur la fourniture des travaux de certification.

### **3. Quantité de travail nécessaire pour la certification**

3.1 Les activités ci-après, liées à la certification, sont rémunérées:

- décision concernant la demande, y compris l'identification du programme de certification;
- sélection, identification et essai des prélèvements;
- évaluation des méthodes de production (si cette activité est prévue dans le programme de certification);
- analyse des résultats et décision d'accorder (ou de refuser) le certificat de conformité;
- octroi du certificat de conformité et conclusion de l'accord de licence;
- vérification des produits certifiés (si cette activité est prévue dans le programme de certification);
- mesures de correction et d'ajustement en cas de non-conformité du produit avec les prescriptions établies ou d'utilisation incorrecte des marques de conformité;
- informations sur les résultats de la certification.

3.2 En ce qui concerne les produits, les normes de quantité de travail et les tâches effectuées par l'organisme de certification figurent dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1

Produits: normes de quantité de travail et description des tâches effectuées par l'organisme de certification et rémunérées par le client

Tâches	Normes de quantité de travail, (Personne/jour)
Décision concernant la demande, y compris l'identification du programme de certification Réception, vérification et enregistrement de la demande	0,4
Examen des documents joints à la demande	1,5
Familiarisation avec les méthodes de production des produits envisagés	2,0
Définition du programme de certification	0,4
Définition des exécutants du programme	1,0
Préparation de la décision concernant la demande	1,0
Sélection, identification et essai des prélèvements du produit Sélection et identification des prélèvements	1,0
Essai des prélèvements	La rémunération est calculée sur la base de la quantité de travail convenue dans le programme des essais (les frais ne devant pas dépasser 20 pour cent du coût primaire)
Analyse des protocoles d'essai	1,0
Évaluation des méthodes de production (si cette activité est prévue dans le programme de certification) Suivi des méthodes de production	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 3 avec un coefficient de 0,5
Attestation des méthodes de production	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 4
Certification des systèmes de gestion de la qualité	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 3
Évaluation des systèmes de gestion de la qualité	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 3 avec un coefficient de 0,8
Analyse des résultats et décision d'accorder (ou de refuser) le certificat de conformité	1,0
Octroi du certificat de conformité et conclusion de l'accord de licence	1,0
Vérifications du produit certifié Préparation du programme de vérification	1,5
Contrôle du produit et analyse des données sur la qualité des produits certifiés	4,0

Tâches	Normes de quantité de travail, (Personne/jour)
Mesures de correction et d'ajustement en cas de non-conformité du produit avec les prescriptions établies ou d'utilisation incorrecte des marques de conformité Suspension du certificat de conformité et de l'accord de licence	0,4
Notification de la suspension aux intéressés	1,0
Fixation des dates limites d'application des mesures correctives	1,0
Contrôle de l'application des mesures correctives par le client	2,0
Préparation de nouvelles marques destinées à permettre de reconnaître les marchandises produites avant et après la mise en œuvre des mesures correctives	1,0
Notification aux intéressés de l'application des mesures correctives	0,4
Résiliation du certificat de conformité et de l'accord de licence en cas d'inapplication des mesures correctives par le client	0,4

3.2.1 La liste des tâches à accomplir pour la certification d'un produit est établie en fonction du programme de certification sélectionné.

3.2.2 La rémunération concernant la délivrance du certificat de conformité, l'acceptation d'un certificat de conformité étranger, l'attestation des méthodes de production et les pièces jointes s'élève à  $0,1 I_{\min}$  et, pour les copies de ces documents, à  $0,1 C I_{\min}$ ,  $C$  représentant le nombre de copies demandées du certificat de conformité et  $I_{\min}$  le revenu minimum non imposable des particuliers, fixé par la législation en vigueur. En outre, les formulaires vierges infalsifiables sont également payants.

3.3 En ce qui concerne les services, les normes de quantité de travail et les tâches effectuées par l'organisme de certification figurent dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2

Services: normes de quantité de travail et description des tâches effectuées par l'organisme de certification et rémunérées par le client

Description des tâches	Norme de quantité de travail, (Personne/jour)
Décision concernant la demande, y compris l'identification du programme de certification Réception, vérification et enregistrement de la demande	0,4
Examen des documents joints à la demande	1,5
Familiarisation avec les méthodes de production des services envisagés	1,0
Définition du programme de certification	0,4
Préparation de la décision concernant la demande	1,0

Description des tâches	Norme de quantité de travail, (Personne/jour)
Mise à l'essai du service Essai par sondage du service rendu	1,0
Évaluation des compétences du fournisseur	0,5
Évaluation de la fourniture du service	0,5
Certification du système de gestion de la qualité	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 3
Évaluation du système de gestion de la qualité	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 3 avec un coefficient de 0,8
Attestation des méthodes (de l'entreprise) de production	Les normes de quantité de travail sont définies sur la base du tableau 4
Analyse des résultats et décision d'accorder (ou de refuser) le certificat de conformité	1,0
Octroi du certificat de conformité et conclusion de l'accord de licence	0,5
Vérifications du service certifié Préparation du programme de vérification	1,0
Contrôle du service et analyse des données sur la qualité du service certifié	2,0

3.3.1 La liste des tâches à accomplir pour la certification d'un service est établie en fonction du programme de certification sélectionné.

3.3.2 La rémunération concernant la délivrance du certificat de conformité et les pièces jointes s'élève à  $0,1 I_{\min}$  et à  $0,1 C I_{\min}$  pour les copies de ces documents,  $C$  représentant le nombre de copies demandées du certificat de conformité et  $I_{\min}$  le revenu minimum non imposable des particuliers, fixé par la législation en vigueur. En outre, les formulaires vierges infalsifiables sont également payants.

3.3.3 En cas de besoin, l'organisme de certification peut fournir au client des services de consultation dans son domaine de compétence; ces services sont rémunérés au taux maximum de  $0,4 I_{\min}$  l'heure,  $I_{\min}$  représentant le revenu minimum non imposable des particuliers, fixé par la législation en vigueur.

3.4 En ce qui concerne la certification des systèmes de gestion de la qualité pour les produits et services, les normes de quantité de travail de l'organisme de certification figurent au tableau 3 ci-dessous et dépendent du type de système d'assurance de la qualité et de l'effectif de l'entreprise.

Tableau 3

Normes de quantité de travail rémunéré par le client pour certifier le système de gestion de la qualité dans le cas des produits et des services

Effectif de l'entreprise	Normes de quantité de travail (Personne/jour) (Premier niveau de difficulté pour les marchandises)		
	Type de système de gestion de la qualité		
	DSTU ISO 9001-95	DSTU ISO 9002-95	DSTU ISO 9003-95
Jusqu'à 100	15,0	10,0	10,0
De 101 à 1000	28,0	23,0	16,0
De 1001 à 5000	53,0	43,0	21,0
De 5001 à 10000	68,0	58,0	28,0
Plus de 10000	78,0	68,0	38,0

3.4.1 Afin de déterminer les normes de quantité de travail pour la certification des systèmes de gestion de la qualité des deuxième et troisième niveaux de difficulté, un coefficient de 1,5 et de 2 est appliqué respectivement aux normes du tableau 3. Le tableau 6 indique les niveaux de difficulté pour les marchandises.

3.5 Les normes de quantité de travail effectué par l'organisme de certification pour attester les méthodes de production dans le cadre de la certification de marchandises et de services figurent au tableau 4 et dépendent du niveau de difficulté pour les produits et les méthodes de production.

Tableau 4

Normes de quantité de travail de l'organisme de certification rémunéré par le client pour certifier les méthodes de production dans le cas des marchandises et des services

Niveau de difficulté concernant les méthodes de production (voir tableau 5)	Normes de quantité de travail (Personne/jour)		
	Niveau de difficulté concernant les marchandises (tableau 6)		
	1	2	3
1	27,0	30,0	35,0
2	35,0	39,0	51,0
3	45,0	52,0	55,0
4	53,0	55,0	66,0

Tableau 5

Niveau de difficulté concernant les méthodes de production

Niveau de difficulté concernant les méthodes de production	Nombre moyen d'opérations techniques requises lors de la fabrication du produit (ou de la fourniture du service)
1	Jusqu'à 200
2	De 201 à 2000
3	De 2001 à 5000
4	Plus de 5000

Tableau 6

Niveau de difficulté concernant les marchandises

Niveau de difficulté concernant les marchandises	Type de marchandise
1	Matériaux (métaux, alliages, matériaux de construction, etc.) Combustible Produits pétrochimiques, textiles et en cuir Éléments de carcasses, pièces d'appareils Matières premières alimentaires
2	Pièces de construction de machines Outils Pièces d'appareils électriques et de radio Mobilier Vêtements Chaussures Produits alimentaires
3	Machines, matériel Moyens de transport Machines, appareils d'automatisation Appareils électriques et de radio Ordinateurs Machines électriques Matériel médical

3.6 Lors de la certification obligatoire des marchandises importées en Ukraine, les tâches exécutées par l'organisme de certification en fonction de la composition des marchandises et de la documentation fournie par l'importateur déclarant doivent être rémunérées.

3.6.1 La description des tâches et la quantité de travail concernant l'acceptation des certificats de conformité étrangers des marchandises importées en Ukraine figurent au tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7

Description des tâches et quantité de travail concernant la certification obligatoire des marchandises importées en Ukraine

Tâche	Quantité de travail (Personne/jour)
Vérification sur échantillons des certificats de conformité étrangers	0,1
Vérification du droit d'utilisation d'un certificat (marque) de conformité pour les marchandises importées	0,75
Analyse des documents attestant la sécurité des marchandises	1,25
Essais	La rémunération est calculée sur la base de la quantité de travail convenue dans le programme des essais (les frais ne devant pas dépasser 20 pour cent du coût primaire)
Analyse des résultats et décision d'accepter (ou de refuser) le certificat de conformité étranger	0,5

3.6.2 La description et les normes de rémunération des tâches liées à l'acceptation de certificats de conformité étrangers des marchandises importées en Ukraine figurent au tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8

Description et normes de rémunération des tâches exécutées pour la certification obligatoire des marchandises importées et l'enregistrement des certificats de conformité

Tâches	Unité de mesure	Normes de rémunération
Préparation des notes (conclusions) pour les services des douanes	Heure	4 $I_{\min}$
Traduction et confirmation de l'authenticité de la traduction des documents attestant la sécurité des marchandises	Page imprimée	8 $I_{\min}$

3.6.3  $I_{\min}$  représente le revenu minimum non imposable des particuliers, fixé par la législation en vigueur.

### **Projet de loi de l'Ukraine sur la responsabilité des fournisseurs pour la fabrication et la vente de produits dangereux et de qualité médiocre**

Le texte définit les responsabilités des fournisseurs de marchandises pour la fabrication et la vente de produits dangereux et de qualité médiocre.



## Article 1 Définitions

Les termes utilisés dans le texte de la présente loi sont définis comme suit:

- "Fournisseur de marchandises": l'un quelconque des établissements, entreprises et organisations détenus par des non-résidents ou par des Ukrainiens qui fabriquent un produit, le vendent sur le territoire ukrainien ou prennent part à sa commercialisation.
- "Prendre part à la commercialisation du produit": achat d'un produit commercialisé par un autre fournisseur et sa revente ou son transfert à des fins de revente à d'autres fournisseurs ainsi qu'à des opérateurs commerciaux, fournisseurs de services de traiteur publics et autres agents qui le revendent au consommateur final.
- "Produit": tout produit (marchandise) fabriqué localement ou importé sur le territoire douanier de l'Ukraine à des fins de consommation ou d'utilisation dans la fabrication d'autres produits, y compris les produits semi-finis et les matières premières ainsi que les matériaux utilisés pour la fabrication, le stockage, le transport, la vente, le conditionnement et l'étiquetage.
- "Produit de qualité médiocre": tout produit ne répondant pas aux prescriptions fixées par les documents normatifs ukrainiens en vigueur pour les différents types de produits.
- "Certification de la conformité du produit": procédure visant à certifier, sur la base de documents, que le produit est conforme aux prescriptions fixées par les documents normatifs ukrainiens en vigueur pour les différents types de produits, et aux informations sur le produit fourni s'il est commercialisé.
- "Déclaration de conformité": formule-type par laquelle le fournisseur déclare que le produit est conforme aux prescriptions fixées par les documents normatifs ukrainiens en vigueur pour les différents types de produits, et aux informations sur le produit fourni s'il est commercialisé, et qu'il est responsable de la conformité du produit vis-à-vis des prescriptions de la déclaration.
- "Produit dangereux": tout produit qui n'est pas conforme aux prescriptions obligatoires de sécurité fixées par les documents normatifs ukrainiens en vigueur et qui constitue un danger pour la vie et la santé des individus, les biens et l'environnement.
- "Commercialisation du produit": fabrication et importation sur le territoire douanier de l'Ukraine de produits devant être vendus directement ou indirectement sur ce territoire.
- "Cycle de commercialisation du produit": circulation du produit par transfert de son titre de propriété entre le moment où il est commercialisé et celui où il est consommé, utilisé ou retiré de la circulation.
- "Retrait du produit de la circulation": arrêt effectif du cycle de commercialisation du produit par décision du fournisseur ou des organes exécutifs habilités agissant dans le cadre de leurs attributions.
- "Déclaration falsifiée de conformité": toute déclaration dans laquelle un ou plusieurs points ont été falsifiés.

- "Certificat de conformité": le document délivré par l'organisme habilité de la Commission d'État de la normalisation, de la métrologie et de la certification de l'Ukraine conformément aux règles de certification nationale, qui reconnaît que le produit a été dûment identifié et est conforme aux documents normatifs en vigueur.

## **Article 2      Portée de la Loi**

La présente loi s'applique aux fournisseurs de produits, à l'exception des opérateurs commerciaux et des fournisseurs de services de traiteur publics qui vendent les produits aux consommateurs finals.

La Loi ne s'applique pas aux entités qui assurent la fabrication et prennent part à la commercialisation de produits du complexe militaro-industriel, de matières nucléaires, de matières fissiles spéciales, et d'autres produits utilisant l'énergie nucléaire; de médicaments, stupéfiants et substances psychotropes et de leurs analogues et précurseurs; elle ne s'applique pas non plus aux entités participant au transfert international de marchandises dont l'exportation est réglementée par l'État.

## **Article 3      Traités internationaux de l'Ukraine**

En cas de divergence, les dispositions d'un traité international approuvé par la Verkhovna Rada de l'Ukraine l'emportent sur celles de la présente loi.

## **Article 4      Responsabilité en matière de commercialisation et de participation à la commercialisation de produits dangereux ou de qualité médiocre**

Tout fournisseur qui procède à la vente ou participe à la commercialisation de produits dangereux ou de qualité médiocre est passible d'une amende:

- d'un montant pouvant aller jusqu'à 25 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de commercialisation de produits de qualité médiocre;
- d'un montant pouvant aller jusqu'à 20 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de participation à la commercialisation de produits de qualité médiocre;
- d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de commercialisation de produits dangereux;
- d'un montant pouvant aller jusqu'à 75 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de participation à la commercialisation de produits dangereux.

## **Article 5      Responsabilité en matière de dommages causés aux particuliers ou aux entreprises du fait de l'utilisation d'un produit dangereux ou de qualité médiocre**

Les dommages causés à un particulier ou à une personne morale (entreprise) ou à leurs biens du fait de la consommation ou de l'utilisation d'un produit dangereux ou de qualité médiocre sont intégralement remboursés par le fournisseur du produit, conformément aux modalités fixées par la législation en vigueur.

Si les dommages résultent de l'utilisation ou de la consommation d'un produit dangereux ou de qualité médiocre commercialisé par plusieurs fournisseurs, ceux-ci sont tenus solidairement responsables des dommages causés.

**Article 6 Attestation de la conformité d'un produit avec les prescriptions des documents normatifs**

Le fournisseur doit attester dans une déclaration la conformité du produit avec les prescriptions des documents normatifs indiquant les prescriptions pour les divers types de produits, et aux autres renseignements sur le produit devant être fournis si le produit doit être commercialisé. En l'absence de déclaration de conformité, le produit n'est pas autorisé sur le marché.

Certains produits, outre qu'ils doivent être déclarés conformes à la législation, doivent aussi être certifiés par un organisme de certification accrédité et autorisé dans le cadre des procédures fixées.

Le Conseil des Ministres de l'Ukraine approuve les procédures d'authentification de la déclaration de conformité au moyen d'un certificat de conformité pour certains types de produits, ainsi que le formulaire de déclaration de conformité, son mode d'emploi et son enregistrement.

**Article 7 Responsabilité en cas de vente de produits sans déclaration et de falsification de déclaration de conformité**

Le fournisseur est passible d'une amende:

- d'un montant pouvant aller jusqu'à 25 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de vente sans déclaration de conformité;
- d'un montant pouvant aller jusqu'à 50 pour cent de la valeur des produits vendus en cas de vente avec une déclaration de conformité falsifiée.

**Article 8 Autorités responsables et attributions**

Le pouvoir d'imposer des amendes est conféré aux fonctionnaires des organismes chargés de superviser la qualité des produits et le respect des normes et des règlements, [en particulier] à l'inspecteur d'État en chef responsable, à ses adjoints, aux inspecteurs d'État, à l'inspecteur en chef de la République autonome de Crimée, aux inspecteurs en chef des oblasts et des villes et à leurs adjoints, (ci-après dénommés "inspecteurs d'État").

En application de leur mandat, les inspecteurs d'État sont chargés de:

- vérifier si les fournisseurs possèdent les attestations de conformité du produit;
- vérifier les renseignements indiqués dans la déclaration ou le certificat de conformité;
- remplir les formulaires d'imposition des amendes aux fournisseurs de produits dangereux ou de qualité médiocre dans les cas stipulés par la législation;
- sélectionner les échantillons de produits des fournisseurs pour vérifier leur conformité.

Le fournisseur du produit prend à sa charge le coût des échantillons devenus inutilisables du fait des vérifications ainsi que les frais de vérification.

Les inspecteurs d'État sont habilités à:

Décréter l'invalidité de la déclaration ou du certificat de conformité s'il est reconnu que le produit n'est pas conforme aux prescriptions qui y sont indiquées.

Exiger qu'il soit impérativement rendu compte des mesures correctives visant à remédier aux manquements aux normes et règles en matière de qualité et de sécurité, et du retrait des produits dangereux ou de qualité médiocre ainsi que des produits non accompagnés d'une déclaration ou d'un certificat de conformité et de ceux dont la déclaration de conformité a été falsifiée.

Le décret du Conseil des Ministres de l'Ukraine sur le contrôle par l'État du respect des normes et des règles et sur la responsabilité en cas de violation confère d'autres types d'attributions aux inspecteurs d'État.

Les agents d'autres organes exécutifs spécialement habilités effectuent aussi des inspections et des contrôles de la qualité et de la sécurité dans le cadre de leurs attributions et en application de la législation.

#### **Article 9      Décisions en cas de violation par le fournisseur des normes de qualité et de sécurité des produits**

Les fournisseurs sont impérativement tenus de payer les amendes fixées par les inspecteurs d'État, dont les décisions sont prises sur la base des résultats des contrôles et sont notifiées sous forme d'arrêté en trois exemplaires: un exemplaire est remis au fournisseur, un autre à l'organisme de contrôle et le troisième au bureau de la perception du lieu de l'établissement du fournisseur afin que le bureau s'assure que l'amende a été payée.

L'amende est payée par le fournisseur dans le mois suivant son imposition; si elle n'est pas payée dans les délais prescrits, elle est perçue par un tribunal.

Le montant de l'amende est versé à raison de 70 pour cent au budget de l'État et de 30 pour cent au budget des collectivités locales.

Les fournisseurs peuvent faire appel contre la peine d'amende conformément aux procédures prévues par la Loi.

#### **Article 10      Dispositions finales**

1. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication.
2. La présente loi n'a pas d'effet rétroactif.
3. Les textes normatifs et législatifs approuvés avant l'application de la présente loi restent en vigueur dans la mesure où ils ne sont pas en contradiction avec ladite loi.
4. Le Conseil des Ministres de l'Ukraine est chargé:
  - de soumettre, dans un délai d'un mois, des propositions à la Verkhovna Rada en vue de modifier la législation ukrainienne pour y incorporer les dispositions pertinentes de la présente loi;

- d'harmoniser ses textes normatifs et législatifs avec les dispositions de la présente loi;
  - de faire en sorte que les ministères et autres organismes exécutifs centraux examinent, aux fins d'annulation, les textes normatifs et législatifs qui seraient en contradiction avec les dispositions de la présente loi.
-